

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 24

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

---

#### Article 24

1. La politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes, notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux relatifs aux échanges de marchandises et services, et les aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, ~~les investissements étrangers directs~~, l'uniformisation des mesures de libération, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions. La politique commerciale commune est menée dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union, tels qu'énoncés dans l'article 1 du présent Titre.
2. Le Parlement européen et le Conseil adoptent, conformément à la procédure législative, les lois européennes et les lois-cadres européennes nécessaires pour la mise en œuvre de la politique commerciale commune. Conformément à l'article 28 de la première partie, ces lois européennes et ces loi-cadres européennes peuvent confier au Conseil ou à la Commission les compétences d'exécution.
3. Si des accords avec un ou plusieurs États ou organisations internationales doivent être négociés, les dispositions pertinentes de l'article 33 du présent Titre sont applicables. La Commission présente des recommandations au Conseil, qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Il appartient au Conseil et à la Commission de veiller à ce que les accords négociés soient compatibles avec les politiques et règles internes de l'Union.  
  
Ces négociations sont conduites par la Commission, en consultation avec un comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche, et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser. La Commission fait régulièrement rapport au comité spécial sur l'état d'avancement des négociations.
4. ~~Pour la négociation et la conclusion d'un accord dans les domaines du commerce des services~~

impliquant des déplacements des personnes et des aspects commerciaux de la propriété intellectuelle, le Conseil statue à l'unanimité lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes. Le Conseil statue à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord lorsque cet accord comprend des dispositions pour lesquelles l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes, ou lorsqu'un tel accord porte sur un domaine dans lequel la Communauté n'a pas encore exercé, en adoptant des règles internes, ses compétences en vertu du présent traité. Le Conseil statue également à l'unanimité pour la négociation et la conclusion d'un accord de nature horizontale.

Le présent paragraphe ne porte pas atteinte au droit des États membres de maintenir et de conclure des accords avec des pays tiers ou des organisations internationales, pour autant que lesdits accords respectent le droit communautaire et les autres accords internationaux pertinents.

5. — ~~L'exercice des compétences attribuées par le présent article dans le domaine de la politique commerciale n'affecte pas la délimitation des compétences entre l'Union et les États membres, et n'entraîne pas une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des États membres dans la mesure où la Constitution exclut une telle harmonisation.~~

Un accord ne peut être conclu par le Conseil s'il comprend des dispositions qui excéderaient les compétences internes de la Communauté, notamment en entraînant une harmonisation des dispositions législatives ou réglementaires des États membres dans un domaine où le présent traité exclut une telle harmonisation.

Les accords dans le domaine du commerce des services culturels et audiovisuels, des services d'éducation, ainsi que des services sociaux et de santé humaine relèvent de la compétence partagée entre la Communauté et ses États membres. Dès lors, leur négociation requiert, outre une décision communautaire prise conformément aux dispositions pertinentes de l'article 33, le commun accord des États membres. Les accords ainsi négociés sont conclus conjointement par la Communauté et par les États membres.

**La négociation et la conclusion d'accords internationaux dans le domaine des transports restent soumises aux dispositions du titre XX (transports) et de l'article 33.**

---

**Explication éventuelle :**

En matière commerciale, le Conseil adopte en particulier un certain nombre de mesures de mise en œuvre des instruments de défense commerciale (par exemple des règlements anti-dumping ou des mesures de sauvegarde telles que les quotas à l'importation) : il convient de maintenir à son profit cette compétence d'exécution, ce qui justifie l'ajout au paragraphe 2.

Le paragraphe 5 premier alinéa énonce un principe de bon sens selon lequel l'Union ne saurait disposer de compétences d'harmonisation plus vastes dans la sphère externe que dans la sphère interne. Le respect de ce principe ne peut à lui seul suffire à préserver l'état actuel de la répartition des compétences en matière de services. Sauf à accepter un transfert de compétences au profit de l'Union, il convient de mentionner (en l'absence du texte modifié de l'article 11 du titre III de la première partie) l'exclusion de la compétence exclusive de l'Union les matières particulièrement sensibles tels que les services culturels et audiovisuels, les services d'éducation, ainsi que les services sociaux et de santé humaine visés à l'article 133§6 alinéa 2 de l'actuel traité.